

Politique de cohésion en France

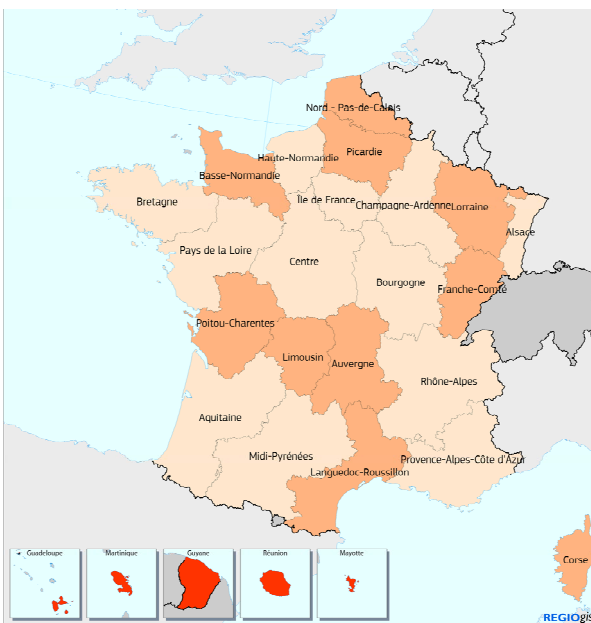
En 2014-2020, la France gèrera **40 programmes opérationnels** au titre de la politique de cohésion de l'UE. Vingt-sept d'entre eux bénéficieront de subventions du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE). Sept des treize programmes opérationnels restants recevront une aide financière du FEDER, et six du FSE.

Quelle somme l'UE investira-t-elle en France en 2014-2020?

Pour 2014-2020, le montant total alloué à la France pour financer la politique de cohésion avoisine les **15,9 Mrd EUR** (prix courants):

- **3,41 Mrd EUR** pour les régions moins développées (régions ultrapériphériques de Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Mayotte);
- **4,25 Mrd EUR** pour les régions en transition (Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Basse-Normandie, Lorraine, Franche-Comté, Poitou-Charentes, Limousin, Auvergne, Languedoc-Roussillon et Corse);
- **6,35 Mrd EUR** pour les régions plus développées (Haute-Normandie, Ile-de-France, Champagne-Ardenne, Alsace, Bretagne, Pays de la Loire, Centre, Bourgogne, Rhône-Alpes, Aquitaine, Midi-Pyrénées et Provence-Alpes Côte d'Azur);
- **1,1 Mrd EUR** pour la coopération territoriale européenne;
- **443 300 000 EUR** d'allocation spéciale aux régions ultrapériphériques;
- **310 200 000 EUR** pour l'initiative pour l'emploi des jeunes.

Le FSE en France apportera environ **6 Mrd EUR** du montant total. La contribution définitive sera fixée en fonction de la nature précise des difficultés que le pays devra résoudre dans les domaines couverts par le FSE.



Éligibilité aux Fonds structurels (FEDER et FSE) en 2014-2020

- Régions moins développées (PIB/habitant < 75 % de la moyenne de l'UE-27)
- Régions en transition (PIB/habitant ≥ 75 % et < 90 % de la moyenne de l'UE-27)
- Régions plus développées (PIB/habitant ≥ 90 % de la moyenne de l'UE-27)

Quelles sont les grandes priorités de la France en matière d'investissement?

Les priorités d'investissement de la France sont définies dans un accord de partenariat avec la Commission européenne. Elles devraient inclure les éléments suivants:

- accroître les investissements privés dans la recherche et l'innovation en général et dans la gestion de la connaissance en particulier;
- améliorer l'innovation et la compétitivité au sein des entreprises, en particulier des PME, et améliorer le transfert de connaissance de la recherche vers les entreprises;
- développer l'économie électronique, en particulier les services en ligne et les applications informatiques;
- promouvoir l'esprit d'entreprise, l'accès au financement et les services professionnels de pointe pour les PME;
- accroître le taux d'emploi grâce à des mesures pour améliorer l'adaptabilité des travailleurs et des actions en faveur des groupes les plus vulnérables;
- promouvoir l'adaptabilité des travailleurs et la lutte contre le chômage en améliorant le fonctionnement des services publics pour l'emploi et en investissant davantage dans le capital humain;
- accroître le taux d'emploi de groupes spécifiques et préserver le lien à l'emploi des personnes exposées au risque de pauvreté et d'exclusion;
- stimuler l'efficacité énergétique, en particulier dans l'industrie, les transports et le bâtiment;
- accroître la production d'énergie provenant de sources renouvelables;
- améliorer la prévention et la gestion des risques, ainsi que les performances concernant Natura 2000 et la biodiversité;
- pour les régions ultrapériphériques: développer le potentiel endogène et promouvoir la diversification, améliorer l'accessibilité, protéger l'environnement et en particulier les ressources hydriques, améliorer l'inclusion des jeunes et des groupes vulnérables sur le marché du travail, améliorer les services à la population, notamment les services sociaux et éducatifs, accroître la capacité administrative.

Quels sont les résultats obtenus jusqu'à présent?

Le montant total alloué au titre de la politique de cohésion pour la période 2007-2013 s'élevait à 14,3 Mrd EUR. Depuis le début de la période de financement 2007-2013, entre autres réalisations, le FEDER a aidé la France à:

- créer environ 27 000 emplois;
- soutenir plus de 4 500 projets de RDT;
- raccorder 840 000 personnes supplémentaires au réseau internet à haut débit;
- améliorer les transports urbains pour plus de 440 000 personnes;
- renforcer la protection contre les inondations pour près de 2 millions de personnes.

Le FSE permet d'investir dans divers projets aux objectifs variés: améliorer l'employabilité des jeunes et des chômeurs de longue durée et renforcer leurs compétences, lutter contre la pauvreté, promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, accroître la participation des femmes dans les carrières scientifiques et techniques ou mettre au point de nouvelles technologies en matière de santé.

Succès de la politique de cohésion: quelques exemples

Projets financés par le FEDER

- **Une antenne du musée du Louvre ouvre ses portes sur un ancien site minier**

Le Louvre à Paris est l'un des musées les plus grands et les plus visités du monde. Sa nouvelle antenne décentralisée à Lens (Nord-Pas-de-Calais) est un symbole de régénération dans une ville frappée par le déclin industriel. Le [musée du Louvre-Lens](#), qui a ouvert ses portes en décembre 2012, a déjà créé 120 emplois permanents et compte attirer quelque 700 000 visiteurs par an.

Coût total: 172 200 000 EUR (contribution du FEDER: 35 000 000 EUR)

- **Communication numérique en Gironde**

Ce projet a mis sur pied un [réseau de communications numérique pour les habitants des zones blanches en Gironde](#) et pour les entreprises des parcs d'affaires et les autorités publiques locales. Ainsi, 100 % des points sans connexion dans les 515 communes sont raccordés au réseau internet à un débit de 2 Mo/s, et 60 parcs d'affaires locaux bénéficient du câble et d'un accès à internet à très haut débit, ce qui garantit l'accès à la communication numérique pour tous.

Coût total: 51 900 000 EUR (contribution du FEDER: 30 000 000 EUR)

- **Une jeune entreprise de robotique chirurgicale présente à l'international en Languedoc-Roussillon**

L'entreprise montpelliéraine [Medtech](#) met au point des robots capables d'assister les chirurgiens dans des opérations difficiles exigeant une extrême précision. Ces robots sont maintenant utilisés par des neurochirurgiens de renom dans plusieurs hôpitaux d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie. Medtech a mobilisé 4,5 millions d'euros de financements par le biais du programme européen JEREMIE (*Ressources européennes conjointes pour les PME et les micro-entreprises*). L'entreprise poursuit son ambitieux développement et compte augmenter son chiffre d'affaires de 50 % en 2014, pour atteindre 3 millions d'euros.

Coût total: 22 000 000 EUR (contribution du FEDER: 4 500 000 EUR)

Projets financés par le FSE

- **La Boîte à papiers à Limoges**

Dans le Limousin, l'entreprise [«La boîte à papiers»](#) développe des activités de collecte et de recyclage des déchets. Parallèlement, elle aide les personnes socialement en difficulté à reconstruire leur vie et à vivre de leur travail. En un an, l'entreprise a offert leur chance à 51 personnes dans le cadre d'un «contrat d'insertion».

Coût total: 406 600 EUR (contribution du FSE: € 213 000)

- **Une seconde chance pour les personnes en décrochage scolaire en Midi-Pyrénées**

La région Midi-Pyrénées a créé l'[«École de la deuxième chance»](#) pour aider ceux qui ont quitté l'école prématurément à trouver leur place sur le marché du travail. Le projet encourage les participants à reconsidérer leur situation professionnelle et sociale en leur offrant un tremplin pour l'emploi qui associe soutien professionnel et aide sociale. Chaque étudiant bénéficie d'un accompagnement personnalisé pendant tout son programme de formation. 1 200 jeunes ont participé au projet depuis son lancement en 2003. Sept sur dix ont trouvé un emploi ou obtenu une qualification professionnelle.

Budget total: 1 800 000 EUR (contribution du FSE: € 500 000)

- **Femmes, égalité et emploi: la lutte contre une double discrimination en Bourgogne**

Les femmes en quête d'un emploi et originaires d'un pays étranger sont confrontées à deux problèmes: combattre les stéréotypes liés à leur nationalité et ceux liés à leur sexe. [FETE \(Femmes, Égalité, Emploi\)](#) aide les femmes dans cette situation en Bourgogne à trouver du travail et à lutter contre la discrimination à l'embauche. À ce jour, 320 personnes soutenues par l'organisation ont trouvé un emploi et 125 femmes ont achevé une formation.

Budget total: 180 000 EUR (contribution du FSE: € 72 000)

Informations complémentaires sur les projets de la politique de cohésion de l'UE en France

Pour consulter d'autres exemples de projet et obtenir les liens à la liste complète des bénéficiaires des financements de la politique de cohésion de l'UE, nous vous invitons à vous rendre sur les sites internet suivants:

- [Site internet de la politique régionale de la Commission européenne](#)
- [Site internet du Fond social européen](#)